

## ÉDUCATION

## Le plan Benghabrit pour éviter l'année blanche

**Le ministère de l'Education multiplie les initiatives pour contrer le fantôme de l'année blanche. Un protocole visant à rattraper les cours a été mis en place. Il concerne essentiellement les wilayas de Blida, Tizi-Ouzou et Béjaïa. Nouria Benghabrit assure que toutes les mesures seront prises pour garantir le droit constitutionnel à l'enseignement.**

**Nawal Imès- Alger (Le Soir)** - Pas question d'année blanche pour les élèves des trois wilayas durement touchés par le mouvement de grève initié par le Cnapeste. Même si dans certains établissements, les élèves n'ont pas eu cours depuis près de deux mois, le département de l'éducation estime qu'il est toujours temps de rattraper le retard cumulé et donner aux écoliers concernés la chance de passer les examens de fin d'année dans les mêmes conditions que ceux n'ayant pas connu de perturbations. Jeudi, la ministre de

l'Education rencontrait les inspecteurs des wilayas de Blida, Tizi-Ouzou et Béjaïa. Ces derniers ont pour mission de mettre en place un protocole de rattrapage devant permettre la réorganisation des apprentissages pour rattraper au plus vite les cours et permettre un retour à la normale. Pas question de précipitation ni de «bourrage» mais de mettre en place une méthodologie devant permettre de hiérarchiser les cours des plus importants au moins importants. Les inspecteurs sont appelés à veiller à la mise en place de ce pro-



Nouria Benghabrit, ministre de l'Éducation nationale.

tole. Ils sont sollicités depuis le début du bras de fer entre la tutelle et le Cnapeste afin de veiller à ce

que le retard accusé ne pénalise pas les élèves, notamment ceux appelés à passer des examens

nationaux. Jeudi, la ministre de l'Education rendait publique une lettre qu'elle adresse en même temps aux élèves qu'à la famille de l'éducation. Se voulant rassurante, elle dira aux élèves que son département «saura tout mettre en œuvre pour garantir la continuité des apprentissages» et à défendre leurs intérêts. Elle ajoute que «toutes les mesures sont prises pour leur garantir leur droit constitutionnel à l'enseignement». A ceux qui s'inquiètent du retard accumulé, elle promet que son département assurera l'encadrement nécessaire et tiendra compte de «la situation qui vous a été imposée». Les élèves, poursuit la ministre de l'Education, «ne peuvent payer le prix d'une surenchère syndicale qui fait fi des lois de la République» et d'ajouter : «J'ai conscience que vous êtes doublement pénalisés: non seulement vous n'avez pas eu cours pendant un certain temps, mais vous constatez que vous accumulez les retards alors que vos camarades qui ont les moyens suivent des cours particuliers.» A la famille de l'éducation, elle rappellera les efforts consentis pour résoudre les problèmes socio-professionnels qui peuvent l'être. La ministre de l'Education conclut que la situation actuelle apprend au ministère l'urgence de cibler dans la formation continue mais également dans la formation initiale «les dimensions relatives à l'éthique et à la morale, liée au métier de l'enseignant dans ses rapports avec les élèves et avec la réglementation et au droit auquel tout fonctionnaire doit se conformer».

A. C.

N. I.

## RÉUNION DU G5 À BRUXELLES

## Alger maintient sa position

**En dépit des pressions exercées pour son intégration effective au G5, l'Algérie semble maintenir une position constante. Celle de s'en tenir aux principes de non ingérence et de non-participation à des opérations militaires hors de ses frontières.**

**Abla Cherif - Alger (Le Soir)** - Jeudi, des informations indiquaient qu'elle ne prendrait pas part à la réunion de Bruxelles. Cette dernière s'est déroulée hier en présence des pays membres de l'organisation (Mali, Tchad, Burkina Faso, Niger et Mauritanie) et de plusieurs chefs d'Etat européens. Ces derniers sont impliqués dans une opération d'aide financière devant apporter au G5 le fonds dont il a besoin afin de pouvoir se déployer au Sahel avec des moyens adéquats. Emmanuel Macron s'est mobilisé pour mettre à contribution ses partenaires pour parvenir à réunir un maximum d'argent et espère avancer dans son projet ce vendredi dans la capitale belge. L'Arabie Saoudite, qui a déjà fait don de plusieurs millions d'euros, sera également présente à cette réunion aux côtés de représentants marocains, tunisiens et de pays africains. L'Algérie, qualifiée de «partenaire indispensable» dans le projet de sécurisation du Sahel, n'était pas prévue à cette rencontre. Le pays a fait savoir que ses principes, basés sur des textes officiels (la Constitution) lui interdisaient toute opération militaire hors de ses frontières. Or, le G5 a pour principale mission le déploiement d'une force militaire conjointe africaine chargée de traquer les groupes terroristes qui sévissent dans la zone. Une position qui semble bien embarrasser les

Français compte tenu de la position géographique et stratégique de l'Algérie, mais aussi du rôle politique que cette dernière mène auprès des pays africains, le Mali notamment, directement concernés par les actions prévues. Le Président français a, de nombreuses fois, rappelé ce fait en mettant l'accent sur le

«rôle indispensable» qu'elle joue au Sahel. Une nouvelle concertation a d'ailleurs eu lieu ces derniers jours entre les deux chefs d'Etat lors d'un entretien téléphonique passé par Emmanuel Macron à son homologue algérien. Il a été confirmé par la présidence de la République algérienne, laquelle a fait savoir que l'échange a porté sur la situation au Mali et en Libye. La même source indique, par ailleurs, que l'entretien a permis d'examiner les voies et moyens de renforcer davantage la dynamique de coopération algéro-française

enclenchée durant le sommet qui a regroupé les deux présidents en décembre dernier». Très peu d'informations ont cependant filtré sur la teneur des discussions ayant porté sur la situation en Libye et au Mali où les Français sont engagés militairement dans le cadre de l'opération Barkhane. Il y a près de deux semaines, le directeur du renseignement militaire français avait indiqué dans une rencontre publique que des contacts avaient lieu avec leurs partenaires algériens.

## IL INAUGURERA PLUSIEURS PROJETS DONT LA MOSQUÉE KETCHAOUA

## Erdogan lundi à Alger

**La visite de Tayeep Erdogan crée l'évènement à Alger. Aux alentours de la mosquée Ketchaoua, qu'il doit inaugurer, les commerçants en font leur sujet de prédilection et s'affairent à réaménager les devantures de leurs échoppes pour faire honneur à l'invité de marque.**

«Le Président turque arrive, ce n'est plus une rumeur, les médias l'ont confirmé.» La phrase revient chez tout un chacun ce jeudi matin aux alentours de la célèbre mosquée entièrement rénovée par les Turques. Les anciens se souviennent, les plus jeunes veulent découvrir, prier dans ce lieu chargé d'histoire. Une histoire que les Algériens connaissent par cœur, les plus vieux surtout. «Elle a été construite par les Turques, porte un nom turque qui veut dire la place (le plateau) des chèvres. Elle a été transformée en cathédrale par les Français, d'où le surnom de djamaâ Enssara, puis

réouverte à l'indépendance (en 1962) avant de commencer à tomber en ruine, faute d'entretien, puis fermée par les autorités algériennes en 2008 pour éviter les accidents», racontent les anciens. Le puissant séisme de 2001 a achevé la destruction des minarets. Mais aujourd'hui, les riverains sont heureux d'annoncer que «tout est enfin rentré dans l'ordre». Heureux d'annoncer aussi qu'une aile destinée aux femmes a été ajoutée à la bâtisse. Elle n'y figurerait pas jusque-là. La restauration de la bâtisse a pris près de deux années, trente-sept mois exactement. Les travaux entièrement finan-

cés par le gouvernement turque sont estimés à près de 7 millions d'euros. L'œuvre lui tenait à cœur. Djamaâ Ketchaoua est considéré comme un patrimoine commun aux deux pays. En 2013, le ministère de l'Habitat avait annoncé qu'un accord avait été passé entre les deux gouvernements pour la restauration du monument, et que ce dernier revenait à la charge de l'Agence turque de coopération et de coordination. Sa réouverture est un évènement que les plus hautes autorités turques ne pouvaient et ne voulaient en aucun cas manquer. Depuis juillet dernier, les rumeurs annonçant son inauguration par Tayeep Erdogan vont bon train. Elles se sont confirmées au cours de ces derniers jours avec la publication d'un communiqué officiel émanant de la présidence turque. Sa visite, prévue pour ce lundi, est également

inscrite dans le cadre d'une tournée africaine prévue du 26 au 2 mars prochain. Ce déplacement, nous apprend la même source, le conduira ensuite en Mauritanie, au Mali, puis au Sénégal pour des discussions économiques. Au sein de la délégation qui l'accompagnera figurent d'ailleurs des hommes d'affaires.

A Alger, une rencontre du chef d'Etat turque est prévue avec le Président Bouteflika et Ahmed Ouyahia. Tayeep Erdogan, affirmé d'autres sources, procédera également à l'inauguration d'autres projets. En avril 2017, les autorités algériennes avaient annoncé la signature d'une convention algéro-turque pour la restauration du Palais du Bey et la mosquée du Pacha à Oran. Un groupe turque de droit algérien s'était alors proposé pour financer le projet.

A. C.

## LE MINISTRE À PROPOS DU RAIL :

## «94 points noirs accidentogènes sont recensés»

**M. Abdelghani Zaâlane, ministre des Travaux publics et des Transports, a effectué, jeudi dernier, une visite de travail dans la wilaya de Mascara passant en revue certains projets du réseau routier dont quelques-uns sont ou étaient gelés.**

A l'issue de cette visite, le premier responsable de ces deux secteurs, interrogé sur les risques relatifs au passage à niveau du réseau ferroviaire, déclarera que 94 points noirs sont recensés sur le plan national, notamment Constantine, Annaba et Alger. Il poursuivra en annonçant le lancement prochain de

25 projets destinés à la réalisation de passages supérieurs avec comme impacts la diminution des risques d'accident et le gain de temps.

Lors de cette visite, c'est le projet de réalisation de la pénétrante autoroutière reliant Mascara à l'autoroute Est-Ouest sur 43 km évitement Sig

qui constitue la principale préoccupation. Gelé pour des raisons financières, il sera finalement relancé. Ce sont huit entreprises qui en auront la charge. La réception totale du projet devrait se situer vers avril 2019. Sur le site de Ras-Aïn-Amirouche, point zéro dudit projet, et après s'être informé de la cadence des travaux, le ministre exigera un renforcement des moyens humains nécessaires pour espérer être dans les délais. Sera également passé en revue, dans la commune de Zahana, le pro-

jet de réalisation d'une double ligne électrique reliant Oued-Tlelat à Tlemcen en passant par Zahana et El-Gaâda.

Au niveau de Bouhanifia, station thermale très fréquentée, une escale sera faite sur le site du projet de la gare routière type B. Avec cette infrastructure, l'on est en droit d'exiger de meilleures prestations pour les usagers, déclarera le ministre. La dernière étape sera Tighennif avec la visite du projet de renforcement et élargissement de la RN 91, évite-

ment de Tighennif. L'infrastructure routière de la wilaya a connu de nombreuses dégradations, notamment pour cause de glissements de terrain, lui a-t-on fait savoir.

A ce propos, M. Zaâlane insistera sur la nécessité et l'urgence de procéder à la réhabilitation des chemins communaux et ruraux considérant qu'une grande partie de la population vit en milieu rural. Le nombre d'agglomérations secondaires ou douars tourne autour de 500.

M. Meddeber